

Abdullah Gül : nous n'envisageons rien d'autre qu'une adhésion totale à l'UE

vendredi 25 juin 2010, par EurActiv.fr

La Turquie n'acceptera aucun nouveau cadre de relations avec l'UE à part une totale adhésion, a confié le président turc Abdullah Gül à EurActiv dans un entretien exclusif.

Abdullah Gül est le 11^e président de Turquie, un poste qu'il occupe depuis août 2007. Economiste de formation, il a été auparavant premier ministre de 2002 à 2003, et ministre des affaires étrangères de 2003 à 2007.

Il s'est confié à Christophe Leclercq, éditeur d'EurActiv.com et Zeynep Göğüş, éditeur d'EurActiv Turquie.

Pensez-vous que des événements comme la conférence « la Turquie et le monde : nouvelles réalités, nouveaux défis » organisée par l'Institut du Bosphore et que le contexte dans lequel nous nous rencontrons à Istanbul peuvent avoir un réel impact en termes de rapprochement entre les Turcs et les Français au-delà des élites ?

Oui, je le crois, car je vois une forte participation sur cette plateforme du côté turc comme du côté français. De tels interlocuteurs ont la capacité d'influencer les gens. Je suis très optimiste sur le futur de cette plateforme et je suis certain que cela peut fortement influencer ce rapprochement, comme vous l'avez appelé.

Ce que veulent les entreprises et les citoyens turcs, en dehors des unions douanières que nous avons déjà, c'est la mobilité des gens. Ils voudraient voyager dans l'UE sans visa, et s'ils le choisissent, travailler en Europe...

Non, les Turcs ne veulent pas partir travailler en Europe. Pour les visas vous avez raison, mais, je le répète, ce n'est pas une priorité pour les Turcs d'aller travailler dans l'UE. Si vous pensez au passé [lorsque de nombreux Turcs sont partis en Allemagne en tant que Gastarbeiter dans les années 60 et 70 dans le cadre d'un ancien programme pour les travailleurs], les Turcs étaient invités. Ils ont été amenés là-bas.

Bien évidemment, il y a des questions familiales, et plus tard certaines personnes ont vraiment voulu aller en Europe occidentale, mais je pense que si cela arrive, les Turcs au cœur de l'Europe, en Allemagne, en France, reviendraient. Peut-être que vous chercherez à les en empêcher, car vous avez besoin d'eux [rires]. C'est déjà arrivé avec l'Espagne et le Portugal.

Ecoutez, nous ne sommes pas la Turquie d'il y a 10 ou 20 ans. La Turquie devient attirante. Les Français et les Allemands viennent en Turquie. De nombreux expatriés viennent s'installer ici. Ils disent que la Turquie est attirante, je n'ai pas besoin de le dire moi-même.

En 1963, un Accord d'association a donné à la Turquie la perspective d'une adhésion éventuelle à la Communauté économique européenne (CEE). Entre temps, l'Union européenne est devenue un objet très différent de ce qu'elle était à cette époque. Certains hommes et femmes politiques français et allemands ont essayé de vendre l'idée d'un partenariat privilégié, et la Turquie rejette très explicitement cette hypothèse. Mais nous voyons bien qu'un nouvel élargissement n'est pas à l'ordre du jour à court terme, au moins pour certains pays. La Turquie serait-elle intéressée de devenir un membre fondateur de quelque chose de nouveau, qui serait comme la CEE initiale, avec toutes les libertés, tout en conservant votre latitude en matière de politique

étrangère ?

Non, non, nous ne voulons pas de nouveaux cadres. Ce que nous voulons, c'est boucler le processus de négociation actuel qui transforme notre pays. Notre principal objectif est de terminer ce processus.

Même si ce processus prend du temps et court le risque d'être mis à mal par les parties en présence ?

Je ne pense pas que cela va arriver. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Europe. Et ce n'est pas une blague, c'est quelque chose vers lequel on tend depuis déjà un demi siècle.

En ce qui concerne la politique, la Turquie est devenue un fort acteur international et a pris beaucoup d'initiatives, notamment ces derniers jours. Ceci semble montrer que la Turquie a besoin d'une politique étrangère indépendante. Vous ne pourrez pas avoir une telle liberté dans le contexte européen. Ne voulez-vous pas garder cette liberté ?

Non, nous souscrivons à plus de 95 % des déclarations de politique étrangère de l'UE. Nos relations avec nos voisins seront un avantage pour l'UE, notamment quand nous deviendrons un membre à part entière de l'Union. Nous connaissons les règles du club que nous essayons de rejoindre. Si la Grande Bretagne a des relations privilégiées avec les pays du Commonwealth, ou l'Espagne avec l'Amérique Latine, nous pouvons faire la même chose en ce qui concerne les pays de notre région. Vous ne demandez pas à la Grande Bretagne ou à l'Espagne de mettre un frein à leurs relations à cause des politiques européennes, n'est-ce pas ?

Seriez-vous en faveur de l'établissement, comme sur le modèle plutôt réussi du G20, d'un groupe de pays européens sélectionnés, avec la Turquie et l'Ukraine, qui se rencontreraient en amont des sommets européens pour discuter des principales questions internationales ? Cela signifierait que la Turquie serait traitée comme un grand pays...

On peut discuter pour savoir quel pays est un « grand » ou un « petit » pays, mais la Turquie est membre du G20. Ce que je veux ajouter, cela dit, c'est que l'adhésion à l'UE est un objectif vraiment central pour nous. Nous sommes aujourd'hui dans le processus de négociations pour rejoindre l'UE et nous espérons le conclure avec succès.

Sources

Source : EurActiv.com, le 18 Juin 2010